



Passeportgate

Les députés ont-ils plié?

page 3

RDC :
à chaque gouvernement
son passeport

page 4

FC Lupopo
veut sa place à
Lubumbashi

page 12

Passeportgate :
amateurisme et
obstination

page 5

Toilette et douche, le mariage qui tue à
Lubumbashi !

page 10

Environnement

Très cher passeport biométrique !

Cher comme honorables députés, ou cher comme coûteux, ... en tout cas le passeport congolais est cher. 7 ans, et 3 passeports différents, le gouvernement de RDC ne manque pas de cadeau pour son peuple qui rêve de modernité.

Cher a été le passeport semi-biométrique qui meurt aussi brusquement et vite qu'il est né. Très cher est encore ce biométrique qu'on impose à un peuple qui ne peut rien s'acheter d'aussi cher.

A l'ère où le Congolais parle biométrique, que même des permis de conduire « véritablement biométriques » ont été annoncés, ce seizième numéro de *Congo Durable* s'arrête sur le caractère durable de ces mesures parfois invertébrées et, désaxées. On parlerait même de pas du tout raisonnable. Seulement, la raison du plus fort est toujours la meilleure. Mais avouons-le ici, la raison du plus fort se révèle la pire, tant elle fâche.

Pauvres passeports semi-biométriques. Leur vie éphémère n'aura été pourtant que favorable aux affaires des politiciens sans vergogne qui trouvent leur pain dans la sueur du peuple travailleur impayé, souvent chômeur oublié. Mais aussi une manne pour l'industrie du biométrique pour laquelle près ou plus de 80 millions de congolais sont des clients obligés. Et alors que le nouveau-né est annoncé à moins de 200 dollars américains, des témoins crédibles assurent l'avoir obtenu jusqu'au prix de 300 USD, pour certains. Comme si le gouvernement ne pouvait mentir.

Les mesures gouvernementales

devraient aller dans le sens des besoins du peuple. Ce serait cela l'assouplissement dont on parle si bien en enfonçant l'épine dans le pied du citoyen.

Le passeport biométrique a beau être la technologie la plus avancée. Le gouvernement s'est lancé hâtivement, en effet, dans une affaire où l'Etat n'a pas assez de maturité politiquement affirmée. Pas surprenant que certains parlent d'amateurisme politique. Assez osé, tout de même !

Ils lisent des discours dans lesquels eux-mêmes ne croient pas du tout. Leurs décisions, ils n'osent les appliquer eux-mêmes. ■

Fidèle Bwirhonde

Infos en bref

- Pas de date, pas non plus d'indication précise sur les élections attendues en RDC. La réunion de la tripartite CENI-Gouvernement et CNSA, le Conseil de suivi de l'Accord du 31 décembre 2016, clôturée le 18 octobre, recommande à la CENI de publier un calendrier réaliste des élections et d'entamer l'enrôlement sur les listes électorales, les Congolais de l'étranger.
- La RDC siègera, dès janvier 2018 pour 3 ans, au Conseil des droits de l'homme de l'ONU. Le 16 octobre, à New-York, elle a obtenu 151 voix sur 193. Ce, malgré l'opposition des organisations congolaises et internationales, pour des violations des droits humains.

- Sept personnes ont été tuées dans une attaque par des hommes armés contre des commerçants, dimanche 15 octobre dans le Rutshuru (Nord-Kivu). Quatre civils de la communauté hutu et trois militaires ont péri. Une forte tension a régné entre les communautés de la chefferie de Bwito.

- Dans la province de Mongala, les députés réclament l'élection d'un nouveau gouverneur après la déchéance du gouverneur Bienvenu Essimba, le 14 octobre dernier. Ils l'accusent d'avoir ordonné la répression des adeptes de la secte Waminene qui refusaient de se faire déloger de leur siège à Lisala, en décembre 2016.

Congo Durable



Directeur de publication

Didier Makal, +243 99 51 67 443

d.makal@congodurable.net

Rédacteur en chef

Fidèle Bwirhonde, 099 3838 508

Secrétaire de rédaction

Éric Cibamba, 099 4283 459

Commercial

Richard Tujibikile, 097 22 666 11

Ont contribué à cette édition

- Alain Basila
- Arsène Bikina
- Christian Tuilzo
- Éric Cibamba
- Fidèle Bwirhonde
- Simplicie Bambe

Chef d'Édition

Christian Tulizo

Passeportgate : les députés ont-ils plié face à She Okitundu ?

La crise autour du biométrique congolais demeure. Mais jusqu'où ira-t-elle ? Ni le député Juvénal Munubo, auteur de l'interpellation du ministre des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale, Léonard She Okitundu, ne le sait. Une chose est sûre : le gouvernement refuse de retirer l'invalidation des passeports semi-biométriques.



Un passeport semi-biométrique, visé par la mesure d'invalidation du gouvernement, à partir du 14 janvier 2018. Photo Didier Makal

Les anciens passeports congolais, semi-biométriques n'auront plus cours légal, c'est décidé. Non pas à partir du 16 octobre comme annoncé au départ par les Affaires étrangères, mais dès le 14 janvier 2018. La rallonge, signe de bonne foi ou d'[assouplissement](#) de la mesure, tant le sujet fâche, a été annoncée devant les députés nationaux. Les détenteurs du passeport rendu caduque peuvent l'obtenir en payant 100 USD au lieu de 185.

En attendant le décret, le nouveau passeport coûte 185 USD

Mais avant, il faut un décret ministériel qui concrétise cette réduction. Autrement, les centres de délivrance de passeport ne perçoivent pas encore les 100 USD pour le nouveau passeport. En attendant, les demandeurs à 100 USD « *doivent prendre patience* », indique [le vice-ministre des Affaires étrangères](#) Agée Matembo. C'est bien lui qui

annonçait, en septembre, la controverse mesure gouvernementale.

Au-delà de ces mesures, c'est « impossible » de retirer la décision invalidant les passeports électroniques. She Okitundu a préféré le dire en face aux députés, répétant des arguments que l'Union européenne a contredits. Elle a, en effet, souligné dans un communiqué qu'elle compte des pays où les passeports biométriques et électroniques circulent concomitamment.

Mais le chef de la diplomatie congolaise ne se laisse pas, pour autant, intimider. « *La simple lisibilité à la machine est dépassée comme critère de sécurité. Le passeport semi-biométrique a atteint un niveau inadmissible d'obsolescence technique. Il constitue une menace à la sécurité internationale* », a pourtant soutenu She Okitundu.

Une motion de défiance contre She Okitundu

Du coup, la crise se poursuit, et l'Etat le sait et y participe activement. Il aurait, sans doute, voulu voir les porteurs d'anciens passeports s'en féliciter. Mais la surprise, c'est que plusieurs, à l'instar du député Juvénal Munubo, auraient aimé voir le gouvernement délivrer gratuitement les nouveaux passeports aux porteurs d'anciens. D'autant plus que s'il y a invalidation avant terme, c'est au tort du gouvernement qui a décidé de changer. En vain, ce dernier estime vouloir protéger les citoyens des tracasseries.

L'auteur de l'interpellation du ministre des Affaires étrangères, le député Juvénal Munubo, a dans la foulée, déposé [une motion de défiance](#) contre le même ministre. Une bataille se prépare, depuis le 9 octobre. Elle opposera les députés dressés contre cette mesure gouvernementale à ceux du pouvoir. La chute de Léonard She Okitundu n'aura peut-être pas lieu, dans une assemblée nationale très acquise au pouvoir. Mais l'affaire fera grand bruit, dans un contexte de crise politique. La publication d'un calendrier électoral qui arrange tout le monde est toujours attendue. Et ce, alors que la CENI demande 504 jours pour organiser les élections. L'affaire fâche déjà. Le conflit sur le passeport pourrait alors se révéler de trop. ■

Didier Makal

RDC : à chaque gouvernement son passeport

De 2010 à 2017, la République Démocratique du Congo a changé par 3 fois son passeport. Du simple au semi-biométrique, puis au biométrique, le passeport congolais a subi des manipulations qui jamais ne sont passées sans mécontenter la population. Le bénéficiaire de ces changements reste pourtant mystérieux, tant le congolais ne s'y reconnaît pas.



Des drapeaux de la RDC hissés devant le siège de l'Assemblée du Haut-Katanga, à Lubumbashi. Photo Didier Makal, 2016.

Le passeport est un imprimé de valeur, une valeur presque méconnue en RDC. En 2010, alors que le passeport simple vivait encore, le gouvernement annonçait l'arrivée du biométrique.

Une mise en garde dès 2010

Mais, surprise, c'est le semi-biométrique que l'on offrira au Congolais, l'occasion d'une controverse entre pouvoir et opposition. Le député Patsho Panda parlera d'ailleurs d'« arnaque » de la part du ministère des Affaires étrangères. Il lui adressera, dans la foulée, une question orale avec débat, comme c'est arrivé récemment à Léonard She Okitundu.

Intervenant sur Radio Okapi, le député Patsho Panda dit regretter « qu'on va encore changer de passeports, mêmes ceux encore valides ». Le député rappelle sa mise en garde, lors du changement de 2010. Cette année-là, « le gouvernement annonçait le passage du passeport ordinaire au

biométrique, or j'avais dénoncé le fait qu'on ne nous propose pas le biométrique mais le semi-biométrique. Je leur avais dit qu'on serait encore obligé de changer de passeport car celui-là n'avait pas de puce », déplore le député qui se prend pour un prophète.

Près de 6 ans après, la RDC a admis la circulation concomitante des passeports ordinaire et semi-biométrique. L'ancien allait tomber, pour des raisons de « commodité », selon Raymond Tshibanda, alors ministre des Affaires étrangères. Seulement, le ministre faisant face à la polémique, apaise les esprits. En novembre 2015, d'après Radio Okapi, Tshibanda annonçait : « valables jusqu'à leur expiration » les anciens passeports en circulation. « Ils seront remplacés par les passeports à puce au fur et à mesure que ceux qui le détiennent en feront la demande ».

Après Tshibanda, la tempête

Moins de 24 mois après, la mesure

de Tshibanda n'est qu'un lointain passé. Les passeports semi-biométriques doivent disparaître. Agée Matembo, l'adjoint de She Okitundu, évoque cette fois « des raisons de sécurité ». Mais pour qui ? C'est une mesure « inutile, stupide et honteuse » à combattre jusqu'à son annulation, pour le député Zacharie Bababaswe pourtant membre de la majorité au pouvoir. « Cette mesure est une honte pour la République », selon lui. Mais pour le gouvernement qui persiste, « le passeport congolais reste et demeure la propriété de l'Etat congolais qui pour l'une ou l'autre raison peut le retirer de la circulation ».

Bref, il n'en est plus question pour les Affaires étrangères congolaises, que deux passeports circulent en même temps. Cela poserait « un réel problème au regard des autorités étrangères quant à la fiabilité même du passeport congolais ». Un argument rejeté, publiquement, par l'Union européenne qui a indiqué la circulation de plus d'un passeport au même moment dans plusieurs de ses Etats membres.

Au final, le gouvernement fait peser sur lui les soupçons d'affairisme dans ce dossier de passeport. Un des plus chers du monde, le passeport de la RDC ne profiterait pas assez à l'Etat. Il a déjà été cité dans une affaire très floue d'octroi de marchés où une grosse partie de fonds serait versée aux tiers. ■

Fidèle Bwirhonde

Passeportgate : amateurisme et obstination

L'annonce du passeport biométrique congolais aura surplombé, un bon temps, les débats sur élections en RDC. Le gouvernement a fait le choix de la "modernité", envers et contre tous. Le peuple a été pris au dépourvu et constate que les dés sont jetés. Mais l'image de marque du pouvoir public en a pris un coup dur.



Pages intérieures du passeport semi-biométrique congolais. Photo Didier Makal

Tout est parti d'un communiqué de septembre, signé de la main d'Agée Matembo, vice-ministre aux Affaires étrangères. D'aucuns parlent d'amateurisme qu'inspire la procédure du gouvernement dans cette affaire qu'il aurait pu gérer autrement.

Un novice aux Affaires étrangères

Plusieurs congolais ne s'intéressent plus à penser à la date d'expiration de leur jeune passeport semi-biométrique. Mais la manière dont le gouvernement l'a annoncé laisse perplexe. Le ministère a décidé par un outil non adapté : un communiqué.

D'abord, le patron des Affaires étrangères, Léonard She Okitundu, pêche en laissant pareille décision à un vice-ministre. Qui plus est, fait ses premiers pas en diplomatie étrangère. Agée Matembo a été conseiller de Christian Mwando,

alors ministre des finances du Katanga, sous Moïse Katumbi. Débauché pour dédoubler le parti Unadef passé à l'opposition en 2016, il en est à sa plus grande ascension politique.

Sa première grande action dans ce ministère se révèle alors maladroite. Les passeports sont, en effet, une matière sensible. Ils concernent une catégorie des Congolais à revenus intermédiaires, mais aussi la diaspora, connus pour être critiques. Se les mettre sur le dos est sans doute risqué, pour Kinshasa miné par une crise politique d'alternance qui s'enlise. Invalider le passeport devait être une décision dûment murie. Ce qui semble n'avoir pas été le cas, au vu des tâtonnements observés.

Un communiqué à la place d'un arrêté ministériel

Deuxième erreur. Le ministre Okitundu a lui-même reconnu

l'existence d'un vice de procédure, pour avoir agi par communiqué que par arrêté. Les [députés nationaux](#) sont d'accord que la procédure est porteuse des failles. [Henri-Thomas Lokondo](#), par exemple, député national de la majorité au pouvoir, a semblé se rallier à la population avec un message clair pour Joseph Kabila.

Kinshasa reconnaît son tort mais ne plie pas

Par ailleurs, il faut constater que le gouvernement n'a pas anticipé les conséquences de l'invalidation de l'ancien passeport. Le plus grave c'est aussi lorsque cette mesure a été repoussée au 14 janvier 2018. En même temps, le coût du nouveau passeport a été rabattu à 100 USD au lieu de 185, prix officiel. Un signe que le gouvernement a reconnu une décision pour le moins malencontreuse. Et donc, des dommages aux porteurs d'anciens passeports. Mais, curieusement, qu'il s'obstine à mettre au tort des citoyens qui n'ont rien fait pour le mériter.

« Nous parlons dans le néant. Il n'y a pas de décision à appliquer, car un gouvernement ne publie pas ses décisions par un communiqué, du reste signé par un vice-ministre », a constaté le député Mayo. Il aura probablement raison et ce sera là que les parlementaires auront désarmé. ■

Eric Cibamba

Abonnez-vous à
Congo Durable
et à tous les services
numériques

Notre site: congodurable.net
Email: redaction@congodurable.net

Censure ridicule à l'ère du numérique en RDC

Le ministre des médias, Lambert Mende, est sans doute un membre du gouvernement des plus en vue depuis près de dix ans. Il a la réputation d'avoir des réponses à toutes questions. Surtout, il passerait aussi pour le champion de la langue de bois. Mais ce que l'on ignore, c'est que ce ministre des rares qui réfléchissent rapidement et instantanément, rêve d'une censure qui finit par se révéler ridicule.



Difficile de savoir si le ministre de la communication de la RDC est en conflit avec les TIC ou s'il est simplement sclérosé. Même s'il dispose d'un compte Twitter, on se rendra bien compte qu'il ne le met pas à jour régulièrement. Ceci expliquerait-il ses piques contre « les usages abusifs » d'Internet qui lui servent d'alibi pour justifier les coupures opérées par le gouvernement ?

Mende voit Internet comme l'audiovisuel de la RDC

Monsieur Mende a parfois le malheur de jouer sur des terrains plus que glissants, où il est d'avance perdant. En plein scandale de Panama papiers, du nom des révélations fracassantes sur l'empire économique du président Joseph Kabila et ses proches, le ministre s'avise à censurer les médias. Il menace de poursuites judiciaires quiconque reprendrait ces informations mettant en cause Joseph Kabila et ses proches.

Aussi incroyable que paraît cette décision d'un membre du gouvernement, le ministre pense ainsi empêcher aux congolais d'accéder à cette information. Elle circule de façon virale sur les réseaux sociaux. Il imagine, sans doute, ses compatriotes dans une caverne, en apeurant les radios et les télévisions. En moins de deux heures, par surprise, presque tous les internautes étaient informés.

En RDC, l'information c'est la télévision

La RTNC, média officiel de RDC, s'est obstiné à n'en point parler comme elle sait le faire à chaque grande révélation médiatique. Les radios et télévisions privées, éduquées par les fermetures d'autres médias libertaires ou proches de l'opposition, savent bien la boucler. Tant pis si Internet peut raconter des choses. Mais pas l'audiovisuel que l'on croit encore

tout puissant pour les Congolais. L'information, pour de nombreux dirigeants congolais, c'est encore avant tout ce que dit la télévision. Voilà pourquoi elle peut rester encore brimée.

Mais les Congolais n'ont que faire de cette censure. Puisque l'information, passée du net aux rues des villes de la RDC, amplifiée par le très influent audiovisuel étranger, est au final connue de tous. Pire, faute d'un relais par les médias classiques, la rumeur s'en charge. Cela exaspère le pouvoir, renforçant son ressentiment pour les TIC.

La comédie congolaise

Le gouvernement que défend monsieur le ministre des médias et de la communication, s'éloigne ridiculement du siècle dans lequel il vit. Il montre qu'il ne le saisit pas. D'autant plus qu'à la place d'une information précise, pouvant stopper la rumeur, il alimente cette dernière par des menaces.

Le jeune député de Kinshasa Patrick Muyaya dira, pour tout résumer, « la comédie congolaise » ou le « théâtre de chez nous ». C'en est une, la comédie, celle d'un ministre qui croit stopper la circulation d'une information qu'il laisse courir sur le web. C'est sans apporter de preuve au démenti, mais uniquement par la menace. ■

Didier Makal

RDC : Les masques pris pour des fétiches

Les masques seraient couverts d'esprits mystiques, quels qu'ils soient. Cette considération de l'ordre d'idées reçues, ou plutôt vestige de l'évangélisation de la RDC, nuit aux arts. Victime d'un christianisme protestant puriste adressé sans nuance aux pauvres et personnes non instruites, la sculpture ne peut ainsi avoir de clients parmi de nombreux Congolais.



Les masques parlent sans voix, ils sont porteurs de sens. Les Congolais le savent bien, qu'ils soient citadins nés ou venus des villages ! En religion ou chez les féticheurs, les masques jouent sur cette capacité communicationnelle. Dans les musées, ils sont représentatifs d'une certaine époque, d'histoire. Portés dans nos maisons ou dans les lieux de prière, ils acquièrent une dimension bien plus mystérieuse, associés à des puissances spirituelles. Alors ils peuvent effrayer, rassurer...

Des référents culturels qui effraient

Certains masques ne peuvent alors être ni approchés, ni touchés que par les seuls initiés. Et c'est là la peur. Et c'est l'image qui circule de ces œuvres d'art qui en réalité, ne sont que morceaux de bois auxquels les sculpteurs ont donné de la forme, appuyés sur leurs subjectivité et sensibilité, essayant de les

extérioriser, les communiquer.

Chez les peuples Tshokwe du Katanga, comme chez les Pende, par exemple, les masques sont rituels. Lors des événements particulièrement importants, ces communautés invitent les masques dans un rituel approprié, une danse par exemple. C'est le cas à l'intronisation d'un chef, au cours des cérémonies funèbres, lors de l'initiation des jeunes à la vie d'adulte, etc. Le sociologue Xavier Nkumisongo, professeur à l'Université de Lubumbashi, fait observer que « *les masques rituels sont comme des médecins guérisseurs ou fétiches* », chez les Pende et les Tshokwe. Ces rituels confèrent aux masques des conceptions que les évangélisés perçoivent en premier, au premier contact.

Les Tshokwe et les Pende sont convaincus que les masques sont opérateurs de miracle et cela est

vécu dans plusieurs croyances. Ils sont connus comme pouvant apporter des solutions adéquates aux problèmes qui rongent le peuple, rien qu'en ramenant un dans sa maison, par exemple. « *Ils permettent de lever les mauvais sorts, guérir le peuple contre des épidémies dans le village* », ajoute le sociologue.

Masques, pour dire peuples

Les masques sont historiques et sont diversement utilisés ou interprétés selon les peuples. Ils sont, parfois, conçus dans le but rituel. D'autres le sont dans un but bien précis : religieux, fétichiste, funèbre. La modernité, née avec l'évangélisation de l'Afrique qui les a associés sans nuance aux fétiches et à l'idolâtrie, menace toutes ces œuvres. On en arrive à une équation presque trop facile : masque égale idolâtrie ou fétichisme. Alors ils sont à détruire, à brûler, à fuir.

Pourtant, beaux, porteurs de joie, comme le masque d'initiation des jeunes à la vie adulte, les masques sont des objets ordinaires. Malembe Nsaki est Anthropologue et professeur à l'Université de Lubumbashi. Il fait remarquer que « *les masques sont des faits culturels, importants pour les peuples qui en font usage, alors que d'autres les utilisent comme emprunt. Chez les Tshokwe ou les Pende, les masques sont l'âme des peuples* ».■



Toilette et douche, le mariage qui tue à Lubumbashi !

S'il y a relation de bon voisinage à Lubumbashi, les premières à mieux le vivre sont les douches et toilettes. Un local minuscule pour les deux à la fois, et bien souvent une toilette qui sert aussi de douche. C'est purement ancestral et peut-être malheureusement un attribut de pauvreté. Mais la peine c'est que le danger n'est pas immédiatement ressenti.



Un WC ouvert à côté d'une douche, à Lubumbashi. Le plus souvent, les deux se combinent dans une même pièce. Photo Didier Makal, 2017.

Dans nos cités, les maisons d'habitation sont elles-mêmes exigües pour contenir les sanitaires. Pas déjà assez pour aisément abriter tous les occupants, sans oublier les plus indésirables mais qui ne demandent jamais l'aval de personne : mouches, rongeurs et cafards.

L'incroyable négligence des toilettes à Lubumbashi

Une maisonnette de secours s'érige alors en latrine. Ou bien, latrine et douche se combinent dans une hygiène déplorable. Qu'on construise pour soi ou pour un locataire éventuel, qui paiera de l'argent pour l'occuper, plusieurs habitations sont sans normes. Et pire, ces toilettes servent parfois pour des parcelles, partageant une cour commune, que vont servir pareilles installations. Mais qu'importe, c'est le présent qui compte.

Et pourtant, une hygiène aussi dégradée que celle-là mine la vie. Mais

quand on est né, ou qu'on a grandi ou vieilli dans de telles conditions, plus aucune mise en garde ne passe. Dieu s'en charge depuis toujours, ce n'est pas maintenant qu'il laissera tomber les siens ! Quitte à se laisser surprendre par des épidémies comme le choléra qui secoue de nombreuses villes de RDC.

Douches et WC se confondent

A Lubumbashi, la cohabitation entre latrines et douches pose problème. Dans la plupart des cas, nos toilettes n'ont rien de « lieu d'aisance ». Bien au contraire. C'est l'endroit le plus sale, où rien ne s'avale ni ne se dit car la bouche doit se garder fermée. D'ailleurs, il faut se soulager vite, très vite même, pour ne pas se retrouver parfumer d'odeurs des matières fécales. Et penser, dès lors, qu'on doit y passer dix, peut-être vingt minutes à prendre sa douche, est

sans doute un calvaire. Mais on s'y habitue bien dangereusement, curieusement.

Les toilettes publiques, mais quelle catastrophe !

Les services urbains et provinciaux d'hygiène et assainissement sont débordés. Pour curer les égouts ou des canaux bouchés, généralement pollués, ils risquent pour leur santé.

Par malheur, les services publics n'ont pas de meilleures toilettes qui soient. Il se limitent alors, dans les entreprises, à exiger des éléments écrits dans la loi.

La santé ? Dieu gère !

Et la santé alors ? Il est de notoriété publique que l'exposition à un environnement insalubre est une menace contre la santé. Un WC marié à une douche, mal entretenues, les deux réunissent des conditions idéales pour des bactéries et virus. On les ramène tous les jours dans la maison.

Alors malaria, provoquée par des moustiques, typhoïde, vers intestinaux, ou choléra, ne baissent pas à Lubumbashi. La réponse, plus naïve que coupable est imparable pour plusieurs : c'est Dieu qui nous protège.■

Fidèle Bwirhonde et Chris Tulizo

Pour que les jeunes deviennent forts

Les associations et mouvements de jeunes sont légions dans la ville de Lubumbashi. Ils se déclarent tous apolitiques et sans but lucratif, prônant l'éveil de la conscience de la jeunesse. Mais sont-ils toujours utiles pour leurs cibles? Leurs combats sont parfois, en effet, définis comme destiné à apporter des soutiens aux organisations politiques.



Illustration : De jeunes garçons de Lubumbashi, au cours d'une manifestation pro-Katumbi, en 2016. Photo Didier Makal.

Les jeunes en tant que force recherchée par de nombreuses organisations sociales, pouvaient pourtant avoir une seule association. Mais non. Leurs idéaux ont beau se ressembler, les associations sont aussi multiples que les églises ou les partis politiques, à Lubumbashi.

Rassembler les jeunes contribuerait à renforcer leur culture d'échange et de partage des connaissances. C'est ce que croit le PACJ, Programme d'Aide Communautaire pour la Jeunesse, une organisation juvénile locale. « Il faut aider les jeunes vulnérables et marginalisés à être utiles dans la société », indique son président James Kimbayu.

Comment sont financées les associations des jeunes ?

Mais au-delà de leurs objectifs, les associations des jeunes ont besoin d'argent, et parfois beaucoup pour fonctionner. Qui les finance donc ? Les réponses à cette question ne sont jamais faciles.

Alpha Kabongo, président du CJE, Carrefour de Jeunes Elites, assure qu'il existe des bailleurs des fonds parfois plus généreux. Mais il s'inquiète quand il pense aux objectifs de certaines d'entre elles. « Les bailleurs de fonds conduisent souvent les objectifs des groupes associatifs à leurs propres fins ». Et donc, « pour conserver notre base ou idéologie, nous subvenons seuls à nos besoins. Mais en cas d'urgence, nous faisons appel aux partenaires », explique-t-il vaguement. Voilà qui pose problème et fait douter de l'indépendance d'action des associations de jeunes, même quand elles sont véritablement apolitiques.

Des politiciens dans des mouvements apolitiques

Pour le meilleur comme pour le pire, toutes les associations de jeunes qui ne sont pas attachées à un parti politique se déclarent apolitiques. Seulement, certaines d'organisations donnent à douter. Car,

en effet, même les jeunes politiquement actifs peuvent fonctionner dans ces associations apolitiques. « Les jeunes ayant des partis politiques peuvent intégrer les mouvements associatifs. Mais les actions politiques qu'ils mènent ne doivent pas engager lesdits mouvements », assure le président du PACJ, James Kimbayu. Et dire qu'on peut échapper à la pression politique dans pareille situation, n'est toutefois pas difficile.

Certains mouvements de jeunes sont connus pour leurs actions sérieuses et remarquables à Lubumbashi et dans la région. Elles initient des jeunes aux actions de développement, autres à l'éveil citoyen, en perspective d'une jeunesse « responsable ». Mais plusieurs ont du mal à se montrer stables et sérieux lorsque des financements arrivent. Elles ne manquent pas d'alimenter des crises internes et ainsi laisser voler en éclat le rêve d'unité de jeunes. Le chemin du succès, tout le monde le sait pourtant, passe par l'unité d'objectifs et d'actions. ■

Willy Mbuyu



FC Lupopo veut sa place à Lubumbashi

FC Saint Eloi Lupopo veut sa place de grand club de football à Lubumbashi. Une nouvelle saison sportive, de nouveaux objectifs pour l'éternel rival du TP Mazembe. Sa position de perdant de la finale de la 53^e édition de la Coupe du Congo de football à Kindu devant Maniema Union le met en confiance.



Après 50 jours d'intense préparation dans la capitale congolaise, Kinshasa, Lupopo se réinstalle dans son fief de Lubumbashi.

Le retour de Lupopo à Lubumbashi

Accompagnés de Bruno Bla, actuel entraîneur, les Jaunes et bleus ont eu droit à un accueil chaleureux des fanatiques. Bien entendu, une caravane et suffisamment de communication suivie par les médias.

L'équipe espère tourner progressivement la page de sa série de défaites qui durent depuis près de 10 ans. Ce retour voudrait donc dire, pour plusieurs fanatiques, la fin de l'infortune, le réveil du géant.

24 heures après ce retour à Lubumbashi, le président de Lupopo, le député Faustin Bokonda Balela, a présenté la nouvelle équipe. Il s'est voulu rassurant, et bien plus

optimiste.

« Nous nous préparons pour les échéances futures. Notre objectif, cette saison, est de retrouver tout d'abord la phase [l'ultime phase] des Play-off de la Linafoot. Puis, terminer parmi les trois premiers et pourquoi pas jouer les compétitions africaines interclubs de la CAF ? »

La nouvelle ossature de Lupopo

A 80%, les cheminots gardent l'effectif de la saison passée. C'est avec des noms connus comme Thierry Mbala, Kuenge Kuenge, Manassé Mutatu, Trésor Tshibwabwa, Kayembe Alidor, et bien d'autres.

« Notre objectif est de terminer parmi les trois premiers de la Linafoot. »

Autre fait à signaler, par ailleurs : Luopopo est exempt de toute sanction. L'équipe a été suspendue par la Fecofa, la fédération nationale de football, pour 5 ans. Elle devait alors manquer sa participation à la phase finale de la Coupe du Congo de football.

Une sanction consécutive aux troubles causés après la finale perdue face à Maniema Union, à Kindu, dans le Maniema. Cette sanction a été levée, a annoncé le président de Saint Eloi Lupopo, Faustin Bokonda. C'était au grand plaisir des supporters de l'équipe réunis au stade Lupopo, au nord du centre-ville de Lubumbashi.

Gullit Koba



Une rentrée scolaire entre tourments et usure à Lubumbashi

La justice traque les artisans d'ivoire à Kinshasa

BELLES, COUVERTES DE MÈCHES, BELLES ARTIFICIELLES ?

TP Mazembe bat Fus Rabat, mais le plus dur reste à venir

Abonnez-vous à CD Hebdo

À partir de 5 USD

Et profitez en plus de notre édition électronique